

## Histoire de la civilisation moderne

M. Fernand BRAUDEL, professeur

Les deux cours du *mercredi* et du *vendredi* ont été consacrés, comme l'année précédente, à une *relecture* d'ensemble de l'histoire de France : c'est ainsi qu'il convient de comprendre et d'interpréter le titre général, en apparence trop ambitieux, de ces entretiens : *Les grandes lignes de l'histoire de France*. J'ai supposé, en effet, cette année comme la précédente, que « l'ensemble » de cette immense histoire, connu, pesé, enregistré avec une certaine surabondance, était à la disposition des auditeurs, et naturellement du professeur, dont le but était de tracer à travers cet immense pays de la connaissance historique, des itinéraires privilégiés, occasions de reconnaissances, de constatations, de problématiques légitimes, de réponses provisoires, d'incitation à la recherche, de mises en cause équitables, scientifiquement parlant.

Evidemment, si ces itinéraires et les questions préalables, qui les tracent de façon autoritaire, sont mal choisis et se révèlent aberrants, nous risquons de nous perdre, c'est-à-dire dans le meilleur des cas, d'avoir à reprendre tout dès le point de départ, ou, ce qui est plus grave, de nous contenter en fin de course de fausses solutions, d'hypothèses gratuites, vides de sens. Au moins conviendrait-il de s'en apercevoir au terme du voyage. Le risque n'est évidemment pas illusoire : l'histoire entière de la France ne se traverse que par les routes de *la longue durée*. Ces routes-là peuvent s'ouvrir aussi sur de fausses perspectives. Je ne suis pas sûr, ainsi, l'année dernière, d'avoir dégagé avec sûreté les réalités d'une histoire biologique de la France. Mais l'entreprise en valait sans doute la peine.

Les routes choisies pour les entretiens de cette année ne présentaient ni la nouveauté, ni les risques d'une enquête centrée sur une biologie rétrospective. En effet, ont été mises en cause, au départ, les réalités économiques, les réalités politiques (au vrai le destin des Etats français successifs), les réalités sociales, les réalités culturelles. Ces deux dernières questions, faute de temps, n'ont pas été abordées, mais le seront éventuellement dans le livre que je prépare et dont les présentes leçons ont été la première ébauche.

Sans aucun doute c'est une tâche longue, difficile, que d'examiner dans son ensemble l'histoire de notre pays du point de vue exclusif du droit et avoir, ou de l'administration des biens rares, pour définir ainsi, sans la définir vraiment, l'économie politique, science de l'actuel dont nous avons, historiens, à déplacer le langage vers le temps passé, au risque de bien des confusions. Mais l'économie politique rétrospective, aménagée par le travail des historiens au cours de ces trente dernières années, est devenue une science auxiliaire de notre métier. Et c'est une tâche relativement sans surprise que de reprendre des explications, qui tendent à devenir classiques, sur l'impact des flux et reflux de population ou sur les montées et descentes des marées conjoncturelles. La difficulté, cette fois sans solution satisfaisante, c'est l'explication de ces mouvements alternatifs. Ils commandent sinon tout, du moins bien des choses. Mais par quoi sont-ils à leur tour commandés ? D'autres mouvements agitent aussi la masse passive et jamais immobile de l'histoire : il y a des conjonctures sociales, politiques, culturelles et même climatiques, il y a même des cycles aberrants décrits par les diverses maladies. C'est donc la conjoncture des conjonctures qui reste à imaginer, et si possible à cerner. Et surtout, au delà de ces constatations, se pose le problème des invariants, de ces cadres qui ne bougent guère, ou semblent ne guère bouger. Si bien que croissance et progrès se situent souvent comme à l'intérieur de ces permanences ou de ces somnolences. Le *progrès non neutre* des économistes est toujours lent à montrer son visage et à imposer ses novations, entendez ses destructions structurelles. Le plus gros problème, dans le cadre de l'histoire de notre pays, n'est-ce pas la lente, l'imparfaite mise en place d'un capitalisme à part entière, Jean Lhomme dirait « le capitalisme sans adjectif », *système* qui, pour lui, prend dans ses contraintes une société entière, la soumet à ses exigences, à ses efficacités comme à ses injustices. Or je pense que la France accueille mal de telles exigences et de telles réalités. Elle est trop vaste, trop diverse, précocement trop achevée dans son ordre politique pour être saisie par cette modernité *non neutre*. Le capitalisme précoce aura saisi les villes d'Italie, en somme des corps menus, ou la Hollande, c'est-à-dire Amsterdam, ou l'Angleterre, c'est-à-dire Londres. Cette résistance de notre histoire, n'est-ce pas un grand problème ?

Second itinéraire : le destin politique de la France a été, hors de considérations générales, ramené à la succession de monarchies d'un côté, de républiques de l'autre, mais si celles-là ont été étudiées avec un certain détail, celles-ci au contraire, faute de temps une fois de plus, sont demeurées hors de nos interprétations attentives. En fait, nous avons concentré nos efforts sur les cas, à vrai dire magnifiques, de la Monarchie de Louis XIV et de la Révolution française. Pour l'un et l'autre de ces vastes exemples, nous avons évidemment débordé les limites chronologiques traditionnelles : Louis XIV a été vu avant et après Louis XIV ; la Révolution avant et après la Révo-

lution. Devant ces problèmes d'une taille inhabituelle, nous sommes restés fidèles à une dialectique propre à l'histoire qui oppose, sans fin, ce qui dure longtemps à ce qui s'avance vite et se brûle vite. Je crois, en effet, que l'histoire, dans ses explications généralisantes, ne peut progresser qu'en opposant les temporalités diverses entre quoi, à nos yeux, elle se divise, sans cesse, tout en restant une dans la somme de ses mouvements. Toute révolution qui éclate relève ainsi de la courte durée. De toute évidence, elle est limitée dans le temps. Ce qui dure par contre, ce sont les tensions révolutionnaires, les contestations latentes de l'ordre établi et des règles contraignantes sans quoi ne peut vivre aucune société, l'existence d'hommes *fatalement* révolutionnaires, condamnés à l'être et qui, cependant, ne rencontrent pas forcément la conjoncture révolutionnaire qui achèverait ou scellerait leur destin.

Il me semble inutile d'ajouter que ces exposés théoriques ont été assortis des études particulières indispensables. L'histoire vécue n'a jamais été perdue de vue. Elle a conservé la vedette dans toutes nos explications.

La dernière leçon de cette année — qui clôt un long enseignement commencé en décembre 1950 au Collège — sera publiée. Il est donc inutile d'en présenter un résumé.

#### ACTIVITÉS DIVERSES

Comme d'ordinaire, le professeur a dirigé la VI<sup>e</sup> Section de l'Ecole pratique des Hautes Etudes dont il abandonnera la présidence le 1<sup>er</sup> octobre 1972 ; il a dirigé la Maison des Sciences de l'Homme dont il a été réélu administrateur.

Il a présidé, en mars, le Colloque des Etudes arabo-berbères à Malte et la V<sup>e</sup> Semaine de l'Institut Francesco Datini, à Prato, en avril.

Préparation de deux traductions à paraître prochainement : *Ecrits sur l'histoire* (traduction portugaise) ; *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (traduction anglaise).